

ACTES NEUJ PRO 2010

ATELIER 3

QUELLE VIE ETUDIANTE ATTRACTIVE DEVELOPPER DANS LE VILLES MOYENNES ?

Intervenants :

Philippe LOUP, Président de la Fédération des Associations générales étudiantes (FAGE)

Johan TAMAIN, Vice-Président du Grand Roanne, Représentant de la Fédération nationale des Maires des Villes moyennes (FMVM)

Animateur : Christophe RICHARD, Directeur adjoint à l'Éducation au Conseil général de l'Allier

Christophe RICHARD, Animateur

Je suis Directeur adjoint au service éducation au Conseil Général de l'Allier ; nous avons deux intervenants, Philippe LOUP qui est le nouveau Président de la Fédération des Associations générales étudiantes (FAGE) nouvellement élu, depuis une semaine à peu près ; et Yohan TAMAIN, Vice-Président du Grand Roanne, et représentant de la Fédération des Maires des Villes moyennes : FMVM. Dans un premier temps, je vais resituer le sujet dans le contexte, puis je laisserai la parole aux deux intervenants. Nous échangerons ensemble ensuite, à partir de vos expériences et de vos questionnements.

Quelle vie étudiante attractive développer dans les villes moyennes ? C'est notre sujet de ce matin, qui j'espère nous éveillera progressivement ... Dans le document distribué, vous avez vu que les représentants ne sont pas les mêmes, que certains éléments vous étaient apportés : notamment la démocratisation de l'enseignement supérieur, l'accroissement du nombre d'étudiants et la saturation des grands pôles universitaires depuis les années 80 et plus fortement dans les années 90 ; cela a conduit à un rapprochement géographique des lieux de vie des jeunes et des familles ; cela a nécessité une délocalisation d'un certain nombre d'enseignements dans les villes moyennes qui ont investi cette situation, à travers des financements de structures et de ressources humaines, à travers la volonté d'avoir un maillage du territoire intéressant pour eux et permettre à certains jeunes de rester sur le territoire ; souvent issus de familles modestes, cela leur permet de poursuivre leurs études ; pour preuve, le taux de boursiers des villes moyennes, bien supérieur à celui de la moyenne nationale.

Deuxième point : la démocratisation et la proximité, c'est-à-dire l'attente réelle des familles ; est-ce d'envoyer les étudiants vers une ville importante, une grande métropole ? Ou est-ce les maintenir ou moins temporairement pendant les études ou plus sur le territoire ? Plusieurs arguments permettent de dire qu'il est mieux de les laisser sur le territoire : d'abord, le moindre coût des études, la disponibilité des enseignants d'un point de vue pédagogique, et des locaux souvent assez récents et bien entretenus. Dans les villes moyennes ensuite, nous avons une cohérence entre les formations et l'ancrage territorial, au travers des parcours, des spécialisations, et aussi une présence des entreprises très importante.

Dans les villes moyennes, on avait et on a beaucoup de STS (section de technicien supérieur) et d'IUT (institut universitaire de technologie), respectivement 24 et 30 % situés dans des villes moyennes ; nous avons des antennes universitaires et quelques universités, soit 13 % environ des étudiants ; nous avons actuellement aussi un développement des licences professionnelles qui permettent une bonne insertion sur le marché de l'emploi et des masters. Les effets bénéfiques pour les familles et les étudiants, c'est une qualité de l'accueil, des effectifs souvent réduits, et une certaine

stabilité des équipes pédagogiques. C'est un tableau un peu idyllique que je vous dresse, mais ce sont les arguments souvent avancés.

Troisième point : la vie étudiante, notre sujet de ce matin ; qu'est-ce ? Plusieurs choses : dans un premier temps le logement qui est un des problèmes majeurs pour les jeunes, à l'instar du financement des études : trouver un logement, le coût du logement, les études, le coût des études ; la restauration, se nourrir, le plus possible sainement, les transports et bien sûr les services en matière de sport et culture et tout ce qui est lié autour, la vie associative, politique, etc. Les élus souhaitent maintenir sur leur territoire les jeunes, ils souhaitent aussi en accueillir des nouveaux d'ailleurs, et l'idée est donc de développer un certain nombre de services, mais est-ce suffisant ? C'est une des premières questions ; et que développer ? Et comment impliquer les étudiants, les nouveaux étudiants, ceux qui sont restés sur le territoire, les nouveaux arrivants sur le territoire, le sang neuf, pour participer à la vie associative, la vie politique locale ? Comment gérer l'accueil des nouveaux étudiants ? A-t-on assez de logements par exemple ? Et peut-être aussi combattre des préjugés comme quoi, dans les métropoles, les études sont souvent de meilleure qualité, car on y trouve des pontes de certaines disciplines. Enfin, quelles sont les attentes des jeunes qui font le choix d'étudier dans une ville moyenne, de venir dans une ville moyenne, d'y rester ? Nous avons ce matin 2 intervenants pour nous livrer leur témoignage, je vous propose de les écouter. Nous pourrions ensuite écouter vos témoignages et vos questionnements.

Johan TAMAIN, Vice-Président du Grand Roanne, Représentant de la Fédération nationale des Maires des Villes moyennes (FMVM)

Bonjour à tous ; je suis effectivement le Vice-Président de Grand Roanne agglomération ; je suis venu en voisin car nous sommes à 70 kilomètres de Vichy et c'est avec plaisir que j'ai répondu à l'invitation de la FMVM qui m'a sollicité pour représenter la Fédération des Maires des Villes moyennes ; je ne suis pas moi-même Maire, c'est Madame DESROCHES, Maire de Roanne, qui aurait dû normalement intervenir sur ces questions, mais il est vrai qu'en général, ayant la compétence dans l'agglomération de l'enseignement supérieur, je suis amené plus fréquemment qu'elle à aborder ces points ; c'est donc avec plaisir que je le fais ce matin devant vous, sur cette thématique qui colle parfaitement à l'agglomération que je représente aujourd'hui, Roanne, petite agglomération dans le paysage français, de 70.000 habitants, avec un enseignement supérieur qui s'inscrit bien dans le cadre historique de la naissance de l'enseignement supérieur en ville moyenne, puisque nous sommes dans un mouvement pour Roanne, du moins pour l'agglomération, qui va naître dans le début des années 80 de façon embryonnaire pour arriver à aujourd'hui à peu près à 2.100 étudiants ; par rapport à l'agglomération, c'est plutôt pas mal ; c'est dans une moyenne assez basse par rapport à l'ensemble des agglomérations ou des villes moyennes de France qui sont parfois dans des chiffres plus élevés. Globalement, nous nous trouvons dans une moyenne ; évidemment, je vous parlerai plutôt de ce que je connais le mieux, c'est-à-dire de l'agglomération que je représente, mais aussi peut-être un peu de ce que j'ai pu connaître de ce qui se fait ailleurs ; nous sommes assez représentatifs des difficultés et des enjeux que connaissent les villes moyennes concernant l'enseignement supérieur en général, et la vie étudiante en particulier.

Je commencerai par le premier thème : démocratisation et proximité. C'est évidemment, aujourd'hui encore je crois, une des raisons majeures d'être de l'enseignement supérieur en ville moyenne, d'apporter, vous l'avez bien dit dans votre propos introductif, la capacité à des étudiants qui ne pourraient pas financer leurs études, d'avoir la possibilité de le faire dans des villes moyennes, pour tout un tas de raisons qui sont essentiellement financières ; vous avez parlé du taux de boursiers ; pour vous donner une idée, l'IUT de Roanne, c'est à peu près 750 étudiants ; nous sommes à presque 40 % d'étudiants boursiers. L'université mère dont nous dépendons assez largement est Lyon 1, 35.000 étudiants, l'université Jean Monnet de Saint-Etienne, plus de 10.000 étudiants ; si ces étudiants Roannais devaient aller à Lyon ou à Saint-Etienne, et à Lyon en particulier, le coût du logement serait par exemple pour une grande majorité d'entre eux complètement rédhibitoire et prohibitif à la poursuite d'études. C'était une première vocation.

Une autre vocation se pose en terme de développement économique : j'y reviendrai tout à l'heure. Du coup, nous avons un enseignement supérieur en cohérence avec ce qui se fait au niveau économique ; nous sommes dans des villes moyennes sur des formations souvent courtes, type STS ou IUT ; c'est aussi quelque chose qui est un peu derrière nous ; cela reste la majorité des formations, mais les villes moyennes ont compris aussi que si elles voulaient continuer à développer l'enseignement supérieur, il fallait qu'elles collent d'abord à la réalité économique de leur bassin, et

qu'elles se spécialisent sur des niches très particulières ; nous avons vu éclore depuis la fin des années 90 et le début des années 2000 un tas de spécialisations qui se sont accrues ces dernières années ; pas mal de masters se sont développés dans les villes moyennes.

A Roanne, nous avons la chance d'avoir 3 masters, l'un lié à un IUP management, donc un master dans le management, et 2 liés à du génie industriel, qui reposent vraiment sur une spécificité. Dans le cadre de l'agglomération roannaise, nous avons une chance, et je crois que c'est une des vraies chances pour les villes moyennes dans ce cas, c'est d'avoir un laboratoire de recherche ; nous avons eu l'occasion de recevoir Lionnel COLLET voici 15 jours, Président de l'Université de Lyon 1, également Président de la Conférence des Présidents d'Universités. Il est venu dans le bureau communautaire de l'agglomération, il nous disait et il ne l'a pas caché, que cela fait déjà 2 ou 3 ans que l'avenir de l'enseignement supérieur dans les villes moyennes fait débat dans le Ministère ; on voit bien qu'au niveau de l'Etat, il y a une tentative de recentralisation, une tentative de fusionner, une globalisation de l'enseignement supérieur pour créer quelques grands pôles dans le paysage français, qui seraient de capacité (c'est du moins conçu comme cela) à résister, concurrencer les grands pôles internationaux.

Quid des villes moyennes dans ce contexte ? On avait un peu peur, il est vrai ; la réponse, rassurante, est venue d'une collègue qui nous a dit : « les villes moyennes qui sauront faire la différence seront certainement celles qui ont de la recherche, qui ont de la capacité à adosser leurs formations à un laboratoire de recherche ». J'y reviendrai ; cela concerne évidemment la vie étudiante, car il n'est pas simplement question de STS ou d'IUT, mais il est question de doctorants. Nous sommes dans cette problématique également ; quand on accueille dans une agglomération moyenne, l'agglomération c'est à peu près 70.000 habitants, la ville 36.000 habitants ; la ville de Roanne a subi une crise économique majeure, nous avons perdu quasiment 20.000 habitants en 30 ans, une véritable déprise démographique donc, et économique, qu'il a fallu essayer de contrebalancer par l'apport de « sang neuf », excusez-moi du terme, en créant des formations, soit en fixant des étudiants sur le territoire, soit pourquoi pas, c'est ce qui se passe depuis quelques années, et c'est plutôt rassurant, en attirant de nouveaux. Cela a posé la question de la vie étudiante au sens le plus général du terme dans des villes, à Roanne, c'est particulièrement vrai, qui étaient complètement étrangères au milieu étudiant, ou à la tradition étudiante que peuvent avoir des villes plus grandes, type Montpellier, Aix ou Paris évidemment ; il a fallu se saisir de ces questions, avec des moyens qui sont ceux des collectivités, moyens qui deviennent aujourd'hui de plus en plus limités, je ne vous l'apprends pas, ce n'est pas un scoop ; il y a donc des choix à faire et il s'agit de ne pas se tromper quand on fait des choix.

Je vais lister quelques-uns des points que vous avez repris : sur le logement, évidemment, pour un certain nombre de villes moyennes, nous avons par rapport aux villes qui accueillent les universités mères une chance, c'est sur le coût du logement ; à Roanne, on s'est souvent posé la question du logement étudiant ; nous n'avons pas, comme disent les spécialistes du marché, de tension ; les étudiants qui arrivent à Roanne trouvent sans difficulté à se loger à des prix qui sont, pour faire court, deux fois inférieurs à ceux qu'ils peuvent trouver à Lyon ; pour le prix d'un studio à Lyon, vous pouvez avoir un F3 à Roanne sans difficulté et le partager en colocation, ce qui est évidemment intéressant. Il n'empêche que nous avons aussi voulu réfléchir, à travers une association qui a été créée depuis quelques années, que nous essayons de redynamiser, l'association pour le logement universitaire roannais, et se poser la question de l'offre ; dans les villes moyennes, on a une offre qui ne correspond pas forcément aux attentes des étudiants ; on s'aperçoit quand même, même en étant dans une ville à taille humaine, c'est-à-dire que pour faire court, l'hyper-centre, vous le traversez à pied en un quart d'heure, vingt minutes ... C'est quand même relativement facile, surtout en terme de mode doux, c'est extrêmement simple ; on a une tendance, quand on cartographie la présence des étudiants, à voir qu'ils restent malgré tout attirés par des logements qui sont quasiment à 200 mètres, 300 mètres, dans un rayon de quelques centaines de mètres autour des lieux d'enseignement. On se retrouve avec une offre de logement qui sort de ce rayon, on est à 1 kilomètre, 1,5 kilomètre, qui reste vacante, vide aujourd'hui, car les étudiants cherchent vraiment à se positionner le plus près possible de leur lieu de vie étudiante en général.

Nous avons aussi cette problématique : comment répondre à cela, comment offrir des logements adéquats, de qualité, qui soient dans un rayon accessible pour les étudiants ? C'est le premier point. Sur la restauration, c'est aussi un enjeu, la question de la restauration est intéressante ; dans l'agglomération, nous avons aujourd'hui un projet, à l'échelle de la région Rhône Alpes seule, de

restaurant mutualisé entre les étudiants, le CROUS, et un lycée ; nous allons pouvoir apporter une réponse nouvelle à la qualité de la vie étudiante ; il n'empêche que l'on a des problèmes, et que l'on sait pertinemment, même dans une agglomération petite, où l'on peut apporter pas mal de réponses, en termes pratiques et concrets, il y a une réactivité que sans doute ne peuvent pas toujours avoir les universités de taille supérieure ... On le voit, et je tire un coup de chapeau aux collègues enseignants, il y a un vrai lien de proximité ; le cas le plus simple est l'enseignant marocain qui débarque le vendredi à Roanne, qui arrive à la gare, qui n'a pas de logement, qui ne sait pas où aller, c'est le directeur de département de l'IUT qui va l'accueillir pour le week-end, qui va le loger quelques jours, qui va se démener en une semaine pour lui trouver le logement et tout ce qu'il faut pour pouvoir s'installer correctement.

Evidemment, ce n'est pas faisable partout ; c'est une vraie chance, on essaie de capitaliser dessus ; je vous l'expliquerai tout à l'heure ; je vous le disais voici 2 minutes, on se retrouve avec des étudiants qui arrivent le matin en ayant pris un petit déjeuner au niveau de l'aide sociale de la ville, qui auront cela comme seul repas pendant la journée ; nous en avons un certain nombre ; nous en avons un nombre malheureusement en augmentation ; il y a donc une réalité sociale de la vie étudiante à laquelle on essaie aussi de répondre, y compris dans des villes moyennes où ce n'est pas toujours aussi visible, car cela concerne évidemment des volumes plus réduits, que les gens ont tendance à vouloir peut-être un peu moins voir ; ce n'est pas évident à repérer, tout simplement, mais ce sont des questions auxquelles il faut répondre.

Sur le transport, je serai plus rapide : nous n'avons pas de réelle difficulté de déplacement ; il y a un système de transport en commun, un délégataire de service public avec lequel nous négocions des tarifs préférentiels pour les étudiants ; cela marche plutôt pas mal de ce côté. Services en matière de sport et culture, je prends aussi l'exemple Roannais, mais c'est un exemple que l'on retrouve ailleurs, il y a évidemment le principe du chèque culture, qui permet aux étudiants d'avoir accès aux activités culturelles de la ville à des tarifs préférentiels ; en matière de sport, nous avons une petite particularité, cela s'inscrit sur les hommes tout simplement : nous avons une cellule sport à l'université à Roanne très dynamique ; Roanne, c'est 2.000 étudiants, nous avons plus de licenciés en sport dans l'association de sport universitaire roannais que dans l'université mère de Saint-Etienne elle-même. Il y a un vrai dynamisme du sport ; beaucoup d'étudiants étrangers, 20 %, nous atteignons le seuil fixé par le ministère ; ensemble, quand ces étudiants étrangers arrivent, le premier lieu d'accueil, de sociabilité, au-delà de l'amphithéâtre ou de la salle de TD, c'est aussi le sport, car cela leur permet de se rassembler, de pratiquer un tas d'activités sportives, près d'une trentaine ; cela permet aussi de faire rayonner un peu l'agglomération, puisque l'an dernier, il y a eu un titre de champion de France en basket, hand ball. Je ne vais pas les lister, mais cela donne aussi un peu de cohésion à la vie étudiante.

Sur la question essentielle, pour les villes moyennes, car il y a cette vocation sociale que j'ai évoquée au début de mon propos, elle est toujours d'actualité, mais au-delà, les villes moyennes sont aussi confrontées à des changements économiques dans le cadre d'une agglomération qui a subi une véritable déprise dont je parlais voici quelques minutes : comment se saisir de l'enseignement supérieur et donc, de la question de la vie étudiante, pour développer un territoire, pour redéployer l'économie d'un territoire ? Cela passe par des liens très forts, dans les villes moyennes en général, avec les milieux économiques, en particulier les chambres de commerce et d'industrie, mais pas uniquement, qui sont associées et qui, dans notre cas présent, financent un certain nombre d'activités, de formations, parfois à notre hauteur, parfois à moins, les budgets n'étant pas les mêmes, c'est assez normal ; comment accueillir ces nouveaux étudiants et les faire venir ? La première réponse n'est pas toujours entre nos mains, c'est au niveau de l'offre de formation ; comment élargir l'offre de formation de manière à attirer de nouveaux étudiants ? Comment élargir une offre de formation en restant cohérent avec ce qui se fait ailleurs ?

On le sait, un certain temps la tentation a été d'ouvrir des formations plus généralistes, qui avaient vocation à récupérer, on ne va pas se le cacher, le trop plein que pouvaient connaître certaines universités mères dans les formations très généralistes ; cela n'a pas marché très longtemps, en général, car ce n'est pas la vocation des villes moyennes ; on ne va pas créer un département de sociologie ou de philosophie dans une ville moyenne, cela n'aurait pas de logique en soi. En revanche sur des niches où l'on peut viser l'excellence, cela fonctionne ; je vous donne un exemple sur mon agglomération, l'exemple que je connais le mieux, mais on pourrait parler d'Aurillac, de ce qui se fait à Troyes, à Valence ; dans l'échange, je pense que nous aurons l'occasion d'y revenir ; nous avons une

spécialisation qui s'est faite ces dernières années sur le génie industriel appliqué à la logistique hospitalière avec la naissance, via notre laboratoire de recherche, qui est le laboratoire d'analyse des signaux et process industriels, d'une plate-forme de transfert technologique qui s'appelle le CERLH (centre de recherche sur la logistique hospitalière) ; aujourd'hui, c'est un véritable succès ; la plate-forme a été créée voici 3 ans, en 2007, qui est partie avec l'embauche d'un ingénieur, aujourd'hui, nous en sommes à 10 et cette plate-forme est devenue à la rentrée une SAS, société anonyme dans laquelle l'université reste majoritaire au capital.

Nous avons embauché 10 ingénieurs, qui sortent pour la plupart d'écoles d'ingénieur, qui sont jeunes, qui apportent leur jeunesse sur le territoire, leur dynamisme, et au-delà, de la matière grise ; et de la matière grise dans un territoire qui cherche à redéployer son économie, qui cherche à créer des filières nouvelles, dynamiques, d'avenir, c'est essentiel. Nous avons aussi besoin de nous positionner sur ces niches pour faire venir ces gens ; ensuite, comment les faire rester, comment en attirer d'autres ? Ce n'est pas forcément quelque chose d'évident, quand vous habitez, comme dans le cas de Roanne, à 70 ou 80 kilomètres de Lyon, que vous voulez faire venir des maîtres de conférence ou des professeurs d'université, il est évident que ce n'est pas facile, ils ne se déplacent pas ; ou bien on a le premier cas des turbo-profs qui viennent sur la journée et qui repartent, mais qui ne restent pas, ce qui en terme d'exemple n'est pas forcément attractif pour les étudiants, ou bien l'on a et c'est parfois la chance, c'est pourquoi je dis qu'il faut aussi compter sur les matières et les ressources propres d'un territoire, des profs « locaux » et nous en avons un certain nombre qui s'investissent réellement dans le territoire ; du coup, par retombée, on a des étudiants qui ont envie de rester.

L'objectif est de fixer des étudiants, d'en faire venir d'autres ; j'ai parlé des 20 % d'étudiants étrangers, mais il est aussi de donner, je crois qu'il faut être modeste dans notre volonté, l'étudiant n'est pas captif, il va commencer ses études à Roanne, à Valence, il va aller peut-être les finir à Grenoble ou à Lyon, c'est évident, il ne trouvera pas tout en ville moyenne. En revanche, ce que l'on peut voir arriver parfois et cela marche de temps en temps, des espèces de success stories, où l'on voit un étudiant qui va partir à Lyon, qui va commencer à créer sa boîte, plutôt bien marcher, et qui une fois qu'il est devenu chef d'entreprise, ou qu'il est devenu chercheur va pouvoir peut-être revenir sur le territoire en se disant « finalement, j'ai connu dans cette ville moyenne une qualité de vie que je n'ai pas à Lyon, soit parce que le coût de la vie n'est pas le même, soit parce que j'ai accès à un certain nombre de services, j'ai une proximité du milieu naturel que je n'ai pas à Lyon, à Paris, à Grenoble, je reviens m'installer ».

Il y a aussi cette volonté d'avoir des espèces de parcours étudiants, qui feraient que l'on commence ses études dans un lieu, on va les faire ailleurs, pourquoi pas plus tard revenir ? Je pense en particulier aux étudiants qui sont originaires de la région, pendant quelques années, on connaît encore aujourd'hui une saignée, beaucoup de nos jeunes partent, tout simplement parce qu'ils ne trouvent pas les emplois ; d'où notre volonté de les maintenir en faisant du développement économique ; mais quand vous avez des gens attachés à la région, ils essaient de revenir, tôt ou tard, d'apporter leur dynamisme, leur volonté d'entreprendre à ce territoire. Je ne sais pas si ce qui se fait en métropole aujourd'hui est forcément mieux, je pense en tout cas, c'est le constat que l'on fait, que lorsqu'on est capable d'apporter des formations de qualité, un cadre de vie de qualité pour les étudiants, ce n'est jamais suffisant, mais c'est déjà un vrai plus pour les villes moyennes pour pouvoir faire en sorte de maintenir des étudiants, d'en attirer d'autres, et au-delà, apporter un vrai dynamisme à la vie d'une ville moyenne ; car quand vous avez dans le paysage roannais 2.000 étudiants dans une ville qui n'est pas d'un dynamisme démographique exceptionnel, je peux vous dire que c'est une vraie chance, un véritable apport de dynamisme, de jeunesse.

On se pose des questions ; évidemment, vous les avez posées ; comment les associer plus à la vie politique, comment les associer plus en terme de participation aux instances politiques, ce n'est pas toujours évident ; nous avons essayé d'apporter une réponse modestement aujourd'hui, dans notre agglomération, mais cela se fait un peu partout ailleurs, aujourd'hui cela commence, à travers des schémas locaux de l'enseignement supérieur, qui sont des déclinaisons dans notre cas du schéma régional de l'enseignement supérieur de la région Rhône Alpes ; dans ces schémas, au-delà des formations, au-delà du volet immobilier, nous avons un volet sur la vie étudiante, avec un certain nombre de financements qui seront fléchés sur les questions de la vie étudiante, et la volonté, à travers un organisme de gouvernance, que l'on va appeler Agence pour faire court, mais qui n'est pas sur quelque chose que l'on peut trouver à Valence dans le domaine de la DUDA, qui est déjà quelque chose qui est un GIP, donc quelque chose de beaucoup plus lourd ; à notre échelle, on essaie d'être

sur quelque chose de plus souple et plus réactif ; comment associer les étudiants à cette gouvernance, comment leur permettre d'avoir voix au chapitre, de faire remonter les besoins de la vie étudiante ?

C'est aussi, si l'on veut réussir, évidemment une condition extrêmement importante, à développer ensemble, à la fois collectivités et élus, milieu politique et plus largement monde de l'enseignement supérieur et donc, monde étudiant, l'enseignement supérieur en ville moyenne et permettre à celles-ci de rester attractives, dans ce contexte extrêmement mouvant et changeant de l'enseignement supérieur en France. J'ai essayé de broser à gros traits le portrait de l'enseignement supérieur dans une ville type, en partant d'une étude de cas ; nous pourrions bien entendu dans les échanges élargir, et aborder des points que je n'aurais pas soulignés ; je reste bien évidemment à votre disposition si vous avez d'autres questions.

Philippe LOUP, Président de la Fédération des Associations générales étudiantes (FAGE)

Je vous remercie de votre invitation à cette intervention ; beaucoup de choses ont été dites ; je vais commencer par présenter la FAGE qui est souvent méconnue ou mal connue ; la FAGE est la Fédération des Associations générales étudiantes, c'est une organisation étudiante, c'est aussi une organisation de jeunesse, qui regroupe en son sein 17 Fédérations de filières, c'est-à-dire toutes les associations étudiantes d'une même filière sont regroupées dans ce type de Fédération et des Fédérations de villes, qui sont elles ancrées sur le territoire ; je peux vous dire que faire une Fédération de villes dans une ville moyenne est beaucoup plus facile que dans une grande métropole ! La FAGE regroupe 1.500 associations étudiantes, et l'on considère que 300.000 étudiants adhèrent dans une de nos associations ; la FAGE a plusieurs volets d'actions ; un énorme volet représentation, une grande mission de formation au monde associatif et au monde de l'enseignement supérieur pour ses élus et ses cadres associatifs ; la FAGE travaille aussi sur de nombreux projets de prévention, de citoyenneté et de solidarité ; le plus grand intérêt de la FAGE est de pouvoir mutualiser entre associations et d'avoir une réflexion locale, qui va faire émerger des positions et des comportements nationaux.

Pour revenir à notre sujet, quelle vie étudiante pour les villes moyennes, il faut réfléchir d'abord à la carte de l'enseignement supérieur ; comme vous l'avez dit, dans les années 70-80, on a eu la volonté de démocratiser, d'élargir les pôles de l'enseignement supérieur, en développant notamment les IUT qui étaient très ancrés sur les territoires, et aujourd'hui, on est dans le phénomène inverse, avec un resserrement, et le Ministère, l'Etat voudrait aller vers un enseignement supérieur qui tourne autour de 10 ou 15 pôles d'excellence dans les grandes métropoles ; quelle place vont avoir les formations des villes moyennes ? C'est aujourd'hui la grande question. Les universités qui se retrouvent dans les villes moyennes, que vont-elles devenir ? Pour prendre mon exemple, je suis un pur produit du sujet d'aujourd'hui, j'ai vécu toute ma jeunesse à Pau et maintenant, je suis étudiant à Paris ; si vous prenez l'université de Pau, c'est 12.000 étudiants, une université pluridisciplinaire, dans son sud-ouest, avec à 200 kilomètres au nord les 4 universités bordelaises, plus les écoles d'ingénieurs bordelaises et 200 kilomètres à l'est, les 3 universités toulousaines. Ces 4 universités bordelaises sont en train de réfléchir à une fusion via un PRES pour devenir un grand établissement, donc une énorme université bordelaise ; à côté, les universités toulousaines font pareil, avec cette future énorme université toulousaine, et la petite université Paloise, que va-t-elle devenir ? Les étudiants, que vont-ils devenir ?

On a parlé de démocratisation, d'ancrage dans le territoire, et aussi d'une mission sociale pour ces formations de l'enseignement supérieur, oui, nous en sommes tous conscients, avoir une formation de l'enseignement supérieur dans sa ville est un grand plus ; socialement, cela aide beaucoup. Quand vous avez la formation chez vous dans votre ville, pas besoin de prendre un logement, vous pouvez rester chez vos parents, pas besoin de faire 200 kilomètres pour trouver la licence de droit que l'on veut faire ; et un ancrage dans le territoire, via les formations d'IUT et STS qui ont une vocation d'être un lien, qui ont un lien très fort avec le monde de l'emploi. Dans ces villes moyennes, quelle vie étudiante ? C'est le problème ; il y a de très bons exemples, comme de moins bons ; la vie étudiante va se résumer, pour schématiser, autour du logement, l'accès au logement, l'accès à la restauration universitaire, l'accès à des services universitaires, telles que les bibliothèques universitaires, la médecine préventive ou les SUAPS, les services de sport, bien sur les transports, mais aussi l'accès aux loisirs, que ce soit des loisirs festifs ou culturels ; c'est aussi la nécessité que la ville moyenne soit vecteur et bassin d'emploi.

La FAGE se développe via les associations étudiantes, et on se rend compte que dans les villes moyennes, l'association étudiante est quelque chose qui fédère beaucoup plus facilement que dans les grandes villes. Si je prends la carte d'implantation de la FAGE, l'endroit où elle est le moins présente est sans doute Paris ; à Paris, on a pourtant accès à tout, la vie étudiante doit être facile là-bas ; non, car c'est tellement explosé, grand, les étudiants sont tellement nombreux là-bas qu'il y a un énorme problème d'identité étudiante, et les étudiants ne se retrouvent pas forcément dans Paris ; le schéma d'agglomération n'est pas fait pour les étudiants. Dans une ville moyenne, ils sont plus flexibles, il y a une volonté d'avoir cette politique étudiante qui malheureusement varie de ville en ville ; nous avons eu l'exemple de Roanne où tout était fait, d'après ce que nous dit Monsieur, pour la vie étudiante ; mais nous avons d'autres villes qui estiment avoir cette vie étudiante et sont dans le schéma inverse de déconstruction de cette vie étudiante ; je ne sais pas si Poitiers, on peut considérer que c'est une ville moyenne ; c'est une métropole à l'échelle régionale, mais on ne peut pas considérer que c'est une grande ville à l'échelle nationale ; je la mettrai dans les villes moyennes. La politique mise en œuvre là-bas est en complet décalage par rapport à ce qu'attendent et ce que vivent les étudiants ; oui, les étudiants veulent habiter à côté de leur centre de formation, raccourcissement du temps de transport, proximité avec le lieu de formation, avec les services offerts autour des pôles universitaires.

On se rend compte que des villes comme Poitiers font tout pour délocaliser les centres universitaires et les centres étudiants à l'extérieur de la ville ; le centre ville se meurt ; un autre exemple, déjà fait, celui de la ville d'Orléans, suite à mai 1968 on a construit l'université d'Orléans, à 10 kilomètres du centre ville, on a mis une ligne de transports, on a construit des logements étudiants à l'extérieur et le centre ville n'est pas du tout pratiqué par les étudiants, le centre ville se meurt. En plus, si je prends Orléans, les étudiants d'Orléans en sont très peu satisfaits du point de vue de la vie étudiante. Oui, il y a un intérêt pour ces villes moyennes d'avoir des étudiants, pour créer cette vie au-delà de l'apport de matière grise, d'apporter une vie vraiment pour la ville. En tant que représentants étudiants, on voudrait mettre le holà, en disant qu'il ne faut pas faire venir des pôles universitaires, des antennes, des IUT, pour avoir une vie étudiante ; on ne doit pas dire « on va faire venir des étudiants car ce sera bien pour notre ville » ; il faut avoir une politique qui se veut attractive autour des étudiants, mais il nous semble compliqué maintenant de vouloir créer cette vie étudiante de toutes pièces pour rendre encore plus attractif.

Si je prends une ville comme Laval, qui a un certain pôle universitaire en délocalisation de l'université du Maine, qui a un pôle droit, qui tourne autour de 500 étudiants, il n'y a que cela ; il n'y a que des étudiants en droit, vous avez un institut de formation en soins infirmiers, quelques IUT, mais il n'y a que cela ; les étudiants tournent en rond. Les étudiants qui veulent faire du droit à Laval sont contents car ils ont leur formation à côté, mais ils tournent en rond ; comment voulez-vous développer une réelle vie étudiante, qui devient attractive, avec seulement 500 étudiants ? C'est un gros problème, et même au-delà de ce qui peut être fait en matière de logement, de restauration, de services ; il y a un réel problème car les étudiants au final redeviennent individualistes, on a une certaine dénaturation de cette vie étudiante.

Pour revenir sur les services, le souci que nous voyons dans les villes moyennes est que dans certaines villes, oui, il y a des délocalisations des CROUS, les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, qui offrent des services aux étudiants, mais dans certaines villes qui ont des pôles de l'enseignement supérieur, c'est totalement absent : vous n'avez pas de resto U et pas de logement universitaire. Prenons la ville de Vichy, je suis étudiant en kiné, je connais bien cette formation, il y a un pôle de formation en masso-kinésithérapie à Vichy, vous comprendrez tous bien pourquoi, Vichy ville thermale, avec les kinés, cela semble cohérent ; les étudiants qui viennent étudier à Vichy sont des étudiants qui ont fait leur première année de médecine à Clermont-Ferrand, qui viennent de l'ensemble de la région Auvergne, qui se retrouvent à Vichy ; pour certains, c'est une catastrophe ; pour certains, ils préfèrent prendre une autre formation de kiné que de venir à Vichy ; et c'est présent dans d'autres formations.

Nous avons mis à Vichy maintenant une délocalisation de la 1^{ère} année de médecine de Clermont ; les étudiants qui veulent faire kiné viennent directement pour leur 1^{ère} année de médecine à Vichy ; vous avez eu un apport de 1.500 étudiants sur la ville de Vichy, qui n'a absolument pas été compensé par logement et resto U ; attention aussi à faire venir des étudiants sans qu'il y ait derrière les services adaptés pour cette vie étudiante. Comme palliatif aux services non apportés par les collectivités et le service public, il y a les associations étudiantes, qui s'ancrent dans cette vie étudiante en proposant

des services, même de cafétéria pour certaines ; la vie étudiante est aussi faite par les associations ; nos associations oeuvrent dans le service, mais aussi dans l'animation campus, que ce soit le côté festif, ou alors, le côté culturel. Les associations s'ancrent dans cette politique étudiante et dans de nombreuses villes sont les acteurs privilégiés auprès des collectivités territoriales pour être acteurs de cette vie étudiante.

Ces associations finissent par souvent se rassembler en Fédération, je l'ai dit tout à l'heure, Fédération de villes que nous connaissons très bien à la FAGE, et se développent ; je peux vous citer des Fédérations de villes qui ont 20, 30, 40 ans, dans de toutes petites villes, notamment à Valence par exemple où il y a une Fédération de villes très ancrée dans le territoire, rassembleuse pour les étudiants et qui vit comme cela en totale autonomie, même cachée ; nous l'avons découverte au niveau national voici peu de temps alors que cette Fédération a plus d'une vingtaine d'années. Cette vie autour de l'association est très importante ; je reprends mon exemple de Laval, pourtant cette vie autour de l'association ne peut être possible que s'il y a une mixité étudiante ; il faut maintenant dans ces villes qu'il y ait une mixité ; quand je parle de mixité, c'est mixité des formations, plusieurs types de formation donc qui soient apportés.

Au niveau de l'étudiant même, être étudiant dans une ville moyenne ou être étudiant dans une grande métropole, ce n'est pas la même chose ; je prends l'exemple d'une filière, les soins infirmiers, qui ont leur formation répartie en 370 centres de formation (IFSI : instituts de formation en soins infirmiers) sur le territoire ; dans des villes comme Paris, ou des villes beaucoup plus réduites comme Chalons en Champagne, etc., on se rend compte que la vie étudiante et la vie de ces étudiants n'est pas la même et la relation qu'ils ont à leur formation n'est pas du tout la même ; si l'on prend l'étudiant dans une grande métropole, il a une ouverture d'esprit, sans être péjoratif pour les étudiants des villes moyennes, qui se fait beaucoup plus facilement, la mixité étudiante s'ancre beaucoup plus facilement et ces étudiants se voient comme étudiants.

Si je prends une ville plus petite, dans un IFSI d'une ville plus petite, les étudiants vivent pratiquement en autarcie dans leur institut, on se rend compte que l'esprit de ces étudiants n'est pas le même, ces étudiants se voient comme futurs professionnels ; vous avez une différence, d'un côté on est étudiant en formation professionnalisante, oui, mais on est étudiant, donc il y a un esprit étudiant, face à des étudiants qui se voient comme futurs professionnels, comme déjà en pré-vie active, qui n'ont donc pas du tout les mêmes réflexes, envies ou besoins ; du coup, on se rend compte que l'association étudiante qui se veut universelle pour tous les étudiants n'a pas le même vécu et les mêmes finalités en fonction des deux IFSI ; parfois, alors que l'on pourrait imaginer que la jeunesse est la même, que les étudiants sont tous les mêmes, non ; il y a une spécificité qui se fait dans la tête de ces gens qui les change, qui leur donne un état d'esprit qui n'est pas du tout le même. Derrière, quand ces étudiants, les deux types d'étudiants se rencontrent, on a vraiment non pas un clash mais une incompréhension qui se fait de par cette différence de lieu d'étude.

Pour conclure, je voudrais mettre en avant le besoin du service à l'étudiant ; il est inadmissible qu'une ville propose des formations sans que derrière les services soient mis en place pour cette vie étudiante et ces étudiants ; oui, il y a un besoin social de ces formations, il faudra maintenant que les organisations étudiantes et les représentants du monde universitaire fassent attention, que l'on ne se retrouve pas avec ces 10 pôles d'enseignement supérieur et à côté des formations qui se veulent dans un ancrage territorial, mais derrière un certain enseignement à deux vitesses ; et la vie étudiante, oui, pour une certaine émancipation de l'étudiant, de l'individu, mais attention à ne pas trop les ancrer dans le territoire ; il me semble qu'un territoire ne peut vivre et ne peut continuer à se développer que s'il y a apport de l'extérieur, départ, retour, donc une certaine mixité dans ce territoire ; nous avons donc besoin d'étudiants qui partent, mais d'étudiants qui reviennent ; attention à ne pas fixer les gens dans un territoire donné pour l'ensemble de leur vie.

Christophe RICHARD

Nous avons une heure devant nous ; si vous avez des témoignages, des questions, c'est le moment.

Anne CHAZAL, Responsable Enfance Jeunesse et Vie étudiante à la ville de Chambéry

J'étais avant à Poitiers, responsable de la vie étudiante ; par rapport à Poitiers, c'est une ville moyenne mais en effet qui a une université importante, et surtout une université qui a une notoriété importante ; la question est aussi de savoir quelle est la volonté politique d'une ville par rapport à sa vie étudiante. Il est évident que d'avoir des étudiants et une université qui a une notoriété est

important pour une ville, notamment par rapport à son développement économique, son image, la question de l'animation de la ville le soir est souvent un problème plutôt qu'une volonté ; les villes moyennes sont souvent calmes le soir ; nous sommes allés hier soir à Vichy, je ne ferai pas de commentaire, mais il est évident que les habitants des villes moyennes habitent aussi dans des villes moyennes car pour eux, il est important que le soir, ce soit calme.

A Chambéry aujourd'hui, nous avons une université sur l'agglomération de 12.000 étudiants, nous arrivons à 17.000 ou 18.000 avec les autres formations ; c'est une ville qui fait 60.000 habitants dans une agglomération de 120.000 ; pour nous, il y a un enjeu important, d'autant que nous sommes entre Lyon et Grenoble, nous avons une crainte forte en effet d'avoir un regroupement ; je m'occupe de la vie étudiante depuis 4 ans. Nous avons développé un certain nombre d'actions, notamment en terme de logement, il n'y a pas de pénurie de logement, en revanche le coût des logements reste élevé, même dans une ville moyenne, d'autant que l'est est quand même assez cher en terme d'immobilier ; nous organisons chaque année un rendez-vous de l'étudiant où nous essayons de faire venir les étudiants sur tous les services qu'on peut leur proposer, autant culturels, sportifs, que de loisirs et les inciter à participer à la vie locale, s'investir, etc.

Je constate aujourd'hui que la priorité des étudiants, au-delà de la qualité de la formation, ce sont les petits jobs ; une forte majorité d'étudiants sont quand même dans l'obligation de travailler à côté de leurs études ; la vie de l'étudiant, j'ai l'impression que ce n'est plus celle que j'ai connue ; aujourd'hui, faire des études sans travailler, c'est devenu très difficile pour la majorité des étudiants ; nous essayons de travailler là-dessus, avec les universités, pour qu'ils prennent conscience de cela dans l'organisation des cours ; au niveau de la ville, on essaie de leur proposer de petits jobs pour leur permettre de financer leurs études ; de nombreux étudiants sont obligés d'arrêter, car ils n'arrivent pas à faire les deux ; même avec un logement étudiant, c'est 300 à 350 € par mois à peu près, peu de familles peuvent se le permettre.

Philippe LOUP

Oui, les jobs étudiants sont problématiques ; j'ai même envie de vous dire qu'aujourd'hui, faire des études sans l'aide des parents derrière devient très compliqué ; c'est possible au prix d'une grande dépense d'énergie, car il faudra assurer derrière un job étudiant, mais faire les études sans les parents derrière devient très compliqué aujourd'hui. La position que nous avons autour des jobs étudiants : nous considérons qu'il n'est pas normal qu'un étudiant doive travailler pour financer sa vie et ses études ; c'est la position théorique, mais il est clair qu'aujourd'hui, les aides apportées aux étudiants ne sont parfois pas suffisantes ; ces étudiants se doivent de travailler pour pouvoir vivre ; la FAGE demande que les jobs étudiants soient possibles en terme d'emploi du temps ; il n'est pas normal qu'un étudiant sorte des cours et travaille 6 heures derrière, jusqu'à minuit, rentre chez lui, bosse ses cours ; on se rend compte au final que la partie « je vais bosser mes cours » finit par disparaître, et on se rend compte d'un énorme échec scolaire de par ce temps pris pour le travail. Il nous semble aussi important que, d'un point de vue financier, les jobs étudiants soient des jobs corrects, avec un salaire derrière.

Cette problématique du travail étudiant pose souci, car non souhaitable, mais en même temps elle est nécessaire pour ces étudiants ; aujourd'hui, à part renforcer les aides sociales, il n'y a pas de grande solution qui s'ouvre, encore plus avec l'état des caisses de l'Etat. Sur la vie étudiante du soir, ce qui est assez frappant est qu'une ville moyenne qui a peu d'étudiants et cherche à en attirer, la vie étudiante nocturne ne gêne pas ; une ville moyenne qui a un pôle universitaire développé, tout de suite cela devient gênant ; d'un côté, on veut être attractif, on ferme les yeux, on se dit que cela va redynamiser le centre-ville, la vie de quartier, avec les bars qui peuvent rester ouverts, qui mettent un dynamisme dans ces villes et de l'autre côté, c'est « les étudiants vont encore faire du bruit, rentrer saouls », etc. ; il y a une certaine stigmatisation de la jeunesse et de la vie étudiante là-dessus ; on a l'impression de 2 comportements : d'un côté, on veut être attractif, donc on permet, et de l'autre côté, on est déjà attractif et on a un pôle universitaire important, là « cela ne devient plus possible de supporter ces étudiants en centre ville, il faut vraiment faire quelque chose pour qu'ils sortent et que l'on puisse dormir tranquille ».

A Poitiers par exemple, avec le schéma d'organisation de la ville, on est en train de faire augmenter les loyers, les étudiants ne peuvent plus se loger ou de plus en plus difficilement en centre ville ; il y a aussi la problématique de la circulation ; les étudiants de Poitiers souvent sont originaires de toute la région Poitou-Charentes et sont grands utilisateurs de la voiture ; c'est effectivement une

problématique, car j'en avais parlé avec les élus étudiants locaux là-bas ; revoir le centre ville piétonnier, sans mettre à côté en place la possibilité de parkings, de garages de voitures, etc., les étudiants fuient maintenant le centre ville, les loyers, les problèmes d'accès, les problèmes de voiture, ils fuient le centre ville, se retrouvent en extérieur et ne vont plus dans le centre de Poitiers ; vous êtes étudiant à Poitiers, le soir, vous restez chez vous, vous allez chez vos camarades, mais vous n'allez plus ou moins en centre ville.

Anne CHAZAL

Il y a les bus nocturnes, avec les arrêts aux résidences universitaires pour permettre aux étudiants de sortir le soir.

Philippe LOUP

C'est quand même un risque ; j'ai cité Orléans, c'est dramatique ; c'est une ville qui s'arrête de vivre le soir alors qu'il y a 10.000 ou 15.000 étudiants à 10 kilomètres ; mais c'est une ville qui s'arrête de vivre le soir.

Jean-Pierre LEGUILLON, Directeur du Service animation et jeunesse, ville de Saint-Lô dans la Manche

Si l'on considère Poitiers et Chambéry comme villes moyennes, nous dirons que c'est une petite ville, presque une bourgade, 20.000 habitants, 32.000 avec la communauté de communes mais quand même 2.000 étudiants. C'est assez réussi sur les 2 premiers points concernant l'accès au logement, aucun problème pour l'accès au logement, il y a 2 foyers de jeunes travailleurs, un comité local d'accueil des jeunes, le CLAJ pour la recherche de logement, avec un travail du pays pour la mise en ligne des logements de propriétaires ; c'est consultable sur Internet ; plus de 300 logements sont mis en ligne, et du lieu d'où vient le jeune, il peut consulter les logements ; plus d'une centaine de logements dans le parc public avec convention ; le reste, ce sont aussi des bailleurs privés et des agences immobilières ; sur le logement, aucune tension.

Sur la restauration, il y a une convention avec le CROUS qui donne le même prix du ticket repas universitaire qu'à Caen ou Rennes ; c'est un effort, c'était une commune avant, maintenant, c'est passé communauté de communes, de la communauté de communes qui paie le différentiel entre le prix facturé à l'étudiant et le prix réel du coût du repas ; cela fait partie des charges assurées. Sur le 3^{ème} point, il y a vraiment une volonté d'accueillir des étudiants pour redynamiser, car on se retrouve dans la même problématique : fuite démographique, moins 5.000 habitants, toutes proportions gardées, en 20 ans ; c'est un complexe cinématographique avec salles art et essais, 9 salles, qui vient de se faire, une scène de musiques actuelles de renommée régionale, une bonne saison culturelle et théâtrale, mais malgré tout, cela ne suffit pas encore ; il y a encore des efforts à faire pour créer cette ambiance de vie étudiante ; des bars fonctionnent bien le soir, un bar fait aussi café concert, il fonctionne du mercredi au samedi tous les soirs ; il y a quand même une vie nocturne. Il y a bien sûr les inévitables conflits, cela fait du bruit, les étudiants font un peu trop la fête ; mais il manque un petit quelque chose pour que vraiment la mayonnaise prenne.

J'ai deux types de questions : tout d'abord, comment arriver à faire passer que chaque lieu a son association, qui dynamise le lieu de formation ; deux associations étudiantes sont en liste, l'association des étudiants et l'association sportive, elles ont beaucoup de mal à faire sortir les étudiants dans leur association de boîte. Y a-t-il des exemples réussis pour arriver à faire sortir et comment cela peut se monter, les jeunes de leur association de boîte pour arriver à une association plus généraliste ? Deuxième point, j'ai envie de savoir quel est le staff administratif qu'il y a derrière la communauté de communes de Roanne, pour faire vivre l'accueil et la vie étudiante dans cette agglomération ? Quel est le staff ? Qu'est-ce qui est mis en place ? Quels sont les problèmes rencontrés ? Ce sur quoi vous travaillez ? Ce que vous voulez améliorer ?

Yohan TAMAIN

Je vais répondre à la 2ème partie de la question et laisserai le soin à Monsieur LOUP de parler des associations étudiantes ; c'est une problématique qui nous concerne aussi, mais il en parlera beaucoup mieux que moi. Quel est le staff ? Je ne l'ai pas dit dans mon propos, mais j'ai évoqué de quoi elle était composée, nous avons la chance d'avoir une maison de l'étudiant, qui existe à l'intérieur du campus Roannais, qui est en fait l'antenne de l'université Jean MONNET ; nous avons une problématique en ayant 3 universités sur le territoire, Jean MONNET, Lyon 1 qui est présent via une

école d'ingénieurs et via un département d'une école d'ingénieurs, et plus accessoirement et marginalement, Lyon 2 à travers un prestataire de services.

Jean MONNET, c'est quand même 1.200 étudiants sur les 2.000 ; comment faire vivre cette vie étudiante pour ce qui concerne l'antenne de Jean MONNET ? Les moyens sont assez limités ; sur place, c'est la maison de l'étudiant, quelques personnes qui sont mises à disposition par l'université, qui finance l'essentiel des coûts et nous, agglomération, nous apportons aussi chaque année une enveloppe globale, attribuée à l'université, et dans cette enveloppe, nous souhaitons qu'une partie, la majorité de ce que l'on donne, soit fléché ; nous allons retrouver à l'intérieur une ligne « vie étudiante, maison de l'étudiant » ; mais les moyens sont réduits ; cela tient beaucoup, ce dynamisme, à la volonté d'un certain nombre d'enseignants de prendre bien au-delà de leur temps réglementaire et de leur mission, pour impulser des choses ; j'ai pu citer tout à l'heure des exemples qui me viennent en tête, le sport, la culture.

Dans l'agglomération, nous avons un joli théâtre à l'italienne qui a une belle scène, nous avons une scène régionale intéressante au niveau musique, nous avons des choses ; ce n'est pas cela qui attire les étudiants, pas beaucoup ; il ne faut pas se leurrer, ce sont plutôt les nuisances dont vous parliez, mais moi, les nuisances, je les prends ; si l'on pouvait avoir plus de nuisances sonores dues aux étudiants, je les prends sans problème, car au niveau communal, nous avons aussi à gérer les nuisances de chiens entre retraités, et ce n'est pas forcément beaucoup plus intéressant en terme de dynamisme pour une ville. Donc, les nuisances étudiantes, je les prends, mais nous avons du mal à pouvoir le créer ; en terme de moyens, c'est assez limité, au niveau de l'agglomération, je travaille avec une collaboratrice, qui est présente et qui fait beaucoup ; je la remercie d'ailleurs car c'est aussi elle qui permet de faire le lien ; on ne peut pas être partout tout le temps avec l'aspect étudiant ; on participe, on est présent dans les différents conseils d'administration, on participe dans les comités de gestion, etc. On essaie de répondre au mieux en apportant des moyens, en apportant des subventions, dans la mesure de nos finances ; ce n'est jamais assez suffisant, mais je pense à un événement qui a été créé cette année, il y a eu une semaine de rentrée, une semaine d'intégration. Je sais que cela se fait beaucoup ailleurs dans les grandes villes, dans les petites, c'est beaucoup moins évident ; une série d'activités ont été mises en place, que nous avons largement subventionnées ; le but pour l'agglomération, pourquoi rajouter à la poche, au-delà de ce que l'on met déjà pour cette semaine ?

Bien entendu, le but du jeu est d'accueillir les étudiants, qu'ils se sentent bien dans la ville, la leur faire connaître, mais c'était aussi de montrer à la ville qu'il y a des étudiants ; le problème d'une ville moyenne est la visibilité des étudiants ; quand on a 2.000 étudiants sur une agglomération de 70.000, on ne les voit pas forcément, quand il n'y a pas les lieux de rassemblement de vie étudiante propre, on ne les voit pas ; c'était aussi pour faire connaître aux Roannais et aux Grands-Roannais le fait qu'il y avait des étudiants, qu'ils étaient là ; « ils vivent, ils peuvent apporter à la ville », au-delà du simple apport économique ; il est évident que c'est quelque chose d'essentiel aussi ; mais au-delà de cela, il y a une vraie vie étudiante ; nous avons envie, politiquement, de mettre le campus au cœur de la cité. Je parlais tout à l'heure des étudiants qui veulent habiter à proximité, c'est normal, c'est quelque chose d'évident, mais chez nous, nous avons la chance d'avoir une petite agglomération, nous avons un hyper centre quand même réduit ; nous aimerions que dans cet hyper centre, les étudiants soient encore plus présents, et qu'on puisse les aider à être plus présents, plus visibles, notamment via les associations étudiantes, mais pas uniquement ; ce n'est pas quelque chose d'évident, cela passe par le logement, par un certain nombre d'activités, mais cette idée, nous l'avons d'un point de vue presque urbanistique et d'architecture, est d'ancrer le campus dans la ville.

Nous avons vraiment fait ce choix de concentrer les équipements sur le cœur de la ville et de faire en sorte qu'aujourd'hui, 10 minutes à pied, même pas, 5 minutes, les étudiants sont dans le centre piétonnier et le centre commercial de la ville ; c'est quelque chose qui marche plutôt pas mal. Nous avons vraiment insisté là-dessus, car si nous commençons nous aussi à disperser les différents lieux de vie étudiante, très vite, le soufflé va retomber et on arriverait sur quelque chose d'assez ennuyeux ; mais je l'avoue, c'est un combat d'un peu tous les jours, ce n'est pas évident, même du côté des enseignants. Quelques-uns sont un peu spécialisés sur ces questions de la vie étudiante, mais quand vous avez la charge d'un laboratoire, d'un département, d'un IUT, vous n'avez pas forcément toujours le temps non plus d'aborder ces questions ; il faut y mettre un peu de chacun, élu, étudiant, enseignant, pour arriver à cela ; mais en terme de staff, la réalité est que c'est assez réduit, pour des questions financières, vous l'avez compris.

Philippe LOUP

Pour répondre à la 1^{ère} partie de la question, comment faire, comment développer ces associations ; pour moi aussi, c'est un grand problème je vous l'avoue ; beaucoup d'associations se limitent à des activités festives, et ce n'est pas que dans les villes moyennes ; on parlait de Lyon 1, certaines associations de Lyon 1, qui sont pourtant des associations qui tournent, avec un grand vivier étudiant, se limitent malheureusement à la simple soirée, le simple gala des étudiants de telle ou telle filière ; c'est malheureux ; une association est un outil qui nous permet de faire tout ce que l'on veut, c'est tellement large que l'on peut y mettre toutes les missions, tous les projets que l'on veut, et malheureusement, certains se limitent à la simple soirée. Comment faire pour que cela se développe, pour que cette association étudiante devienne un vrai acteur ? Ces associations, et les étudiants au travers de ces associations, ont besoin de visibilité et de reconnaissance à mon avis ; je ne sais pas quelles relations a la municipalité avec cette association étudiante, mais si cette association sent qu'elle est portée, soutenue, aidée par la municipalité, qu'elle devient actrice de la ville, peut-être une conscience se prendra-t-elle et un besoin de développement de cette association qui va donc diversifier ses actions.

Je ne vous dis pas que ce doit être la ville qui doit faire cette vie étudiante, car on se rend compte que certaines villes ont développé les associations étudiantes et se sont dit au bout d'un moment : on va essayer de récupérer la chose ; ces associations sont mortes car la vie étudiante et les associations étudiantes, pour que cela vive, il faut que ce soit fait par et pour les étudiants ; il faut que la mairie se porte en partenaire et en soutien, mais ne soit pas dominatrice sur l'association étudiante et la vie étudiante. Permettez-moi de prendre Angers pour ville moyenne, même si elle a un gros pôle universitaire : Angers est une ville où se trouve un gros pôle universitaire, des universités pluridisciplinaires, avec en plus un pôle santé ; l'Université d'Angers couvre l'ensemble des formations ; en revanche, les associations de la ville d'Angers font du festif, vous n'empêchez jamais un étudiant de faire du festif, mais elles se sont portées vraiment sur le volet culturel ; elles sont partenaires des collectivités territoriales, sur des actions de cinéma, un festival de cinéma, etc., et la Fédération d'Angers devient un acteur culturel privilégié de la municipalité. Il y a des projets qui sont donc possibles ; c'est passé parce qu'il y avait de bonnes relations entre la mairie et la Fédération, qu'à un moment, elles se sont accordées, retrouvées autour d'un projet et cela en est devenu un événement majeur de la vie étudiante sur Angers. Il faut que la mairie soit partenaire de cette vie étudiante, sans vouloir la dominer. C'est un équilibre parfois compliqué.

Pierre LAUGERY, Conseiller municipal à Angers

Je ne dirai pas « ville moyenne » mais « petite grande ville », car nous sommes dans l'Association des Maires des Grandes villes de France, mais nous sommes plus proches des préoccupations des villes moyennes certaines fois ; c'est surtout en tant qu'ancien représentant étudiant que je voulais intervenir, pour avoir vu beaucoup de villes moyennes autour des questions étudiantes. Je voulais commencer mon propos sur l'interaction entre la ville et l'étudiant, qui est très importante, que ce soit dans de grandes villes, des villes moyennes, c'est vraiment l'enjeu de la réussite d'avoir un pôle universitaire, que ce soit en délocalisation ou un pôle propre ; c'est l'enjeu, la pierre angulaire du développement de cette vie étudiante dans les villes.

Ensuite, je voulais attirer l'attention plus sur le volet formation ; il faut que la ville s'y retrouve, que le bassin économique se retrouve dans cette capacité de formation des étudiants, qui peuvent rester sur le territoire après, soit rester après les études, soit après une certaine mobilité et revenir. Sur le volet formation, les collectivités n'ont pas forcément beaucoup la main, c'est vrai ; mais j'attire votre attention sur certains dangers d'une hyper professionnalisation des formations, notamment dans les villes moyennes avec certains IUT ou certaines licences professionnelles ; dans le Maine et Loire, il y a des licences professionnelles qui sont adossées à des entreprises carrément, et même plus qu'à cela, à des marques ; il y a des licences Renault, des licences Citroën, qui forment les étudiants à bosser dans l'usine Renault du coin ; on pourrait se dire de prime abord : « c'est très bien, il fait sa formation, il est embauché directement après », sauf que le danger est le jour où l'usine ferme ; comment fait l'étudiant qui a la formation Renault, il ne peut pas bosser chez Citroën après ; je ne m'y connais pas, mais ce ne sont pas les mêmes mécanismes de formation non plus ; attention à être vigilant à cette question ; une des réponses disait Monsieur TAMAIN, c'est un autre danger, qui est la recentralisation des pôles universitaires et ce n'est pas demain, c'est aujourd'hui avec les pôles de recherche et d'enseignement supérieur ; de très nombreux se sont déjà mis en place avec plus ou moins de bonne volonté d'intégrer les villes moyennes dans ces pôles, et d'autres qui sont

complètement exclus, comme Pau, qui est entre deux gros pôles mais n'en fait pas complètement partie.

L'enjeu pour les villes moyennes est la recherche, car la recherche est un élément essentiel, cela doit le rester, et devenir encore plus un élément essentiel de l'enseignement supérieur en France, en particulier dans les villes moyennes, pour éviter d'avoir des déserts d'enseignement supérieur en France ; c'est ce vers quoi on pourrait se diriger dans les années à venir ; il faut attirer votre attention sur cela, et là-dessus les communautés de communes ont un moyen d'action, de par la compétence enseignement supérieur et recherche surtout, avec des financements de postes d'enseignants chercheurs. Sur l'aspect « job étudiant », c'est quelque chose de très divers et très complexe, car il y a 50 % des étudiants qui sont salariés ; dans ces 50 %, il y a ceux qui travaillent l'été, ce n'est pas forcément une problématique, et dans ceux qui travaillent au quotidien, toutes les semaines ou tous les jours, il y a la notion d'heures de travail, et quel travail ; certains arrivent à trouver des jobs étudiants qui sont en lien avec leur cursus, il y a donc un véritable intérêt, une complémentarité avec leur filière ; et il y a aussi la question du nombre d'heures ; on sait par diverses études qu'en dessous de 10 heures hebdomadaires, cela ne rentre pas en concurrence avec les études même si ce n'est pas l'idéal, je ne suis pas favorable au salariat étudiant, loin de là, en revanche, au-delà des 10 heures, il y a une véritable concurrence avec les études, qui amène, non pas à un échec, mais à plus de difficultés dans le cursus.

Aujourd'hui, il y a des questions autour de ce job étudiant, dont les villes doivent se saisir, pour l'une d'entre elles, c'est la question des services ; cela a été largement évoqué ; plus il y a de services pour les étudiants, que ce soit de la part du CROUS, car le logement et la restauration, c'est sensé être le CROUS qui gère cela, mais les villes ont leur part à jouer et dans la restauration et dans le logement, pour justement limiter ces dépenses étudiantes, et permettre à l'enseignement supérieur une plus forte démocratisation ; le deuxième levier est la question du revenu, la question des bourses ; plus qu'une augmentation des aides sociales qui existent, je pense qu'il y a un véritable souci de refonte complète du système d'aides sociales. Je ne vais pas anticiper sur l'atelier d'après, mais c'est pour ouvrir, car ce sont des questions qui pourront être aussi abordées dans le volet allocations pour la jeunesse et plus particulièrement pour les étudiants, pour permettre à tout le monde d'avoir accès à une véritable démocratisation de l'enseignement supérieur après avoir effectué, avec succès je pense, la massification voici une vingtaine d'années.

Johan TAMAIN

Une réponse rapide, et je pense que l'on se partagera la réponse sur la deuxième partie, sur la première question, pour reprendre votre propos, vous avez raison, il y a un véritable danger de l'hyper spécialisation ; j'ai employé dans mon introduction le terme de « niche » et la possibilité pour les villes moyennes de se positionner sur des niches, avec toujours le souci de ne pas transformer la niche en quelque chose qui deviendrait trop fermé et cloisonné, et qui ne serait plus viable à terme évidemment ; spécialisation, oui, spécialisation avec un bassin industriel, mais toujours dans l'optique d'une complémentarité, d'abord avec ce qui se fait avec l'université mère et avec la possibilité de déboucher sur d'autres choses.

Je donne un exemple, on essaie de consolider évidemment l'offre de formation sur Roanne, ce n'est pas nous qui avons les manettes, mais nous le faisons avec le partenaire universitaire, nous essayons de réunir universitaires, industriels et collectivités autour de la table, le plus souvent possible ; on aimerait bien d'ailleurs que cela débouche sur une gouvernance, j'en ai parlé tout à l'heure ; quand on fait cela, on essaie de faire des passerelles avec les formations existantes, des complémentarités, on essaie d'éviter les concurrences aussi ; quand un lycée a un projet de BTS et que l'IUT à 500 mètres a quasiment le même projet de DUT ou licence professionnelle, très ressemblante, cela pose aussi le souci de la cohérence territoriale par rapport ne serait-ce qu'à la logique rectorale ; évidemment, quand le rectorat voit arriver 2 projets similaires dans une petite ville comme cela, ce n'est pas ce qui se fait de mieux ; on essaie d'apporter un peu de cohérence là-dessus ; on veut mettre en place une conférence annuelle des formations pour cadrer cela.

Il faut donc éviter ces spécialisations et l'associer à la recherche, partir sur ce qui marche vraiment ; on part du labo, on essaie de tirer des fils, de voir où l'on peut créer des formations ; c'est un peu un jeu de briques que l'on va mettre en place pour compléter l'offre sur des choses cohérentes, qui fonctionnent ; il ne s'agit pas de faire n'importe quoi ; d'abord, parce que les universités mères ne le laisseraient pas faire, évidemment, et parce que cela n'aurait pas de sens par rapport au bassin de vie

économique et par rapport aux étudiants ; on ne va pas offrir des formations pour le plaisir d'en offrir qui ne déboucheraient sur rien.

C'est le premier point ; la recherche dans les villes moyennes, j'en ai parlé tout à l'heure, oui, il est effectivement important d'éviter des déserts, vous l'avez dit ; vous avez parlé de 10 à 15 pôles, c'est juste, seulement il y a aussi une contradiction, quand d'un côté on dit que l'on veut recentrer sur 10 ou 15 pôles et que de l'autre, on veut poursuivre un objectif de 50 % d'une classe d'âge capable de faire des études d'enseignement supérieur au niveau licence ; ce n'est pas possible, il y aura besoin d'un échelon intermédiaire, si l'on peut l'appeler ainsi, ce que le Président Lionnel COLLET l'autre jour nous a présenté comme étant « des pôles universitaires de proximité » ; j'insiste là-dessus « pôles universitaires et de recherche de proximité » ; j'espère que l'Etat aura peut-être un peu plus en tête cette volonté ; je le dis très tranquillement et pas forcément dans le sens de la critique, mais je n'ai pas toujours entendu le même discours entre le Ministère de l'enseignement d'un côté, qui est parfois sur cette ligne un peu recentralisatrice, et le Ministère de l'aménagement du territoire, DATAR devenu ex-DIACR et revenu DIACR entre-temps qui nous dit qu'il faut un maillage dans les territoires, qu'il faut une vraie présence sur les villes moyennes ; quid ? Que devient-on au milieu ?

On souhaite évidemment être pris en compte ; il ne s'agit pas non plus d'aller dans une dispersion à tout va, que chaque ville moyenne ait sa formation à elle pour le plaisir d'en avoir une ; on ne va pas se le cacher, cela a existé aussi ; pour les élus, il y a toujours ce côté un peu sympathique d'avoir sa formation, d'avoir créé son master ; cela va 5 minutes ; sur quoi cela débouche après aussi ? Pour éviter ces déboires, il y a tout simplement la cohérence avec les milieux universitaires et industriels ; pour le PRES, on réfléchit ensemble, on l'intègre de fait, mais évidemment, mais vu du PRES de Lyon, c'est 100.000 étudiants, Roanne avec ses 2.000, c'est une goutte d'eau ; mais que peut-on apporter ? Quand on a eu la rencontre avec Michel LUSSOT, le Président du PRES, il s'intéressait à nos spécificités, je vous ai parlé de l'efficiencia hospitalière, du génie industriel ; tout de suite, il a cherché à comprendre comment, en s'appuyant là-dessus, Roanne pouvait décrocher peut-être de nouvelles formations ; et il a fait des liens intéressants avec le plan de relance et les lignes qui existent, pas sur l'enseignement supérieur en tant que tel, mais plutôt sur les lignes destinées aux transferts technologiques et aux PME-PMI ; j'ai trouvé cela intéressant, avec cette idée quand même de dire : qu'est-ce que les villes moyennes peuvent apporter dans les PRES ? La réalité PRES est là, comme pour les villes moyennes, la réalité métropolitaine existe ; nous vivons à l'ombre de Lyon, nous savons ce que cela veut dire ; on ne peut pas faire comme si cela n'existait pas. Donc, plutôt que de chercher à lutter contre quelque chose qui devient inéluctable, il faut aussi comprendre ce que les villes moyennes peuvent apporter à la fois aux PRES et à la métropole ; ce sera toujours plus modeste évidemment, mais si on part dans l'optique inverse, on se bat contre des moulins à vent.

Philippe LOUP

Comme on l'a dit, la philosophie actuelle de ce que certains voudraient pour l'enseignement supérieur tourne autour des mots « compétitivité » et « pôle d'excellence » ; pour les villes moyennes, il y avait deux écoles ; certains disaient : « on va faire des formations générales un peu partout et les gens iront se spécialiser dans l'agropôle d'enseignement supérieur et de recherche » et d'autres ont dit « on va essayer qu'il y ait de la spécificité dans chacune des villes » ; c'est la 2^{ème} solution qui serait la plus harmonieuse pour tout le monde et pour le maillage du territoire ; au lieu d'avoir 10 ou 15 pôles d'excellence, je pense bien que le pôle d'enseignement supérieur de Roanne n'aura jamais la vocation de devenir plus gros que Lyon 1, ce serait un objectif illusoire et contre productif ; mais si chaque pôle dans chaque ville peut avoir sa spécificité et son excellence, que l'on ait des excellences dans chaque ville, chaque pôle et que cette excellence soit spécifique, là on arriverait à être compétitif ; tels sont les vœux de l'Etat, mais être compétitif dans une réalité territoriale et dans un maillage existant et cohérent.

Pour la 2^{ème} partie, sur les jobs et les bourses, oui, il faut une révision du système de bourses ; vu ce que vous proposez, je pense que l'on ne va pas être d'accord sur la solution ; mais oui, il y a un gros travail autour des bourses et des aides de façon plus large, qui sont apportées aux étudiants, à faire ; vous disiez qu'à partir de 10 heures on est en compétitivité par rapport aux études ; nombre d'étudiants sont à plus de 10 heures, et la finalité d'être étudiant, c'est être inséré dans le monde professionnel ; donc, cela passe par les études ; si maintenant, il faut travailler pour faire ses études, cela n'a plus aucun sens, cela devient contre productif et gênant pour l'étudiant ; oui, il faut une réforme du système d'aide sociale.

Andrea QUERAUD, Elu dans une ville de 20.000 habitants, à Cahors, dans le Lot

Nous avons 40.000 étudiants sur la communauté de communes ; la question des étudiants, c'est bien sûr un enjeu ; la dernière fois qu'il y a eu une université à Cahors, c'était au XIIIème siècle, et je crois qu'elle a été réputée par les banquiers lombards et la vente du vin ; il y a un enjeu en tant qu'élu pour faire venir des filières universitaires ; évidemment, vous en avez parlé, cela m'éclaircit un peu dans ma réflexion, c'est pourquoi je vous remercie aussi, mais l'enjeu de faire venir des étudiants, effectivement, sur la valorisation du territoire, sur l'ancrage des jeunes, mais on sait très bien, et vous l'avez dit, que plus on essaie de retenir les gens, plus ils ont tendance à s'en aller ; interrogation sur comment faire à ce moment ? Comment impliquer les étudiants dans l'élaboration d'une politique jeunesse, mais plus largement leur place dans la cité ? Sachant que la place d'un étudiant est éphémère, encore plus éphémère que la place d'un autre jeune.

J'ai un peu l'impression, en tant qu'élu, que l'on court après ces filières universitaires, comme on court après un certain nombre de subventions, comme on court après un certain nombre d'entreprises ; j'ai l'impression que parfois, les élus deviennent un peu les mendiants de leur territoire ; c'est quelque chose qui ne me plaît pas beaucoup ; il me semble que nous détenons la souveraineté, nous avons la légitimité du suffrage universel et on nous fait passer pour des gens qui n'ont pas de pouvoir ; il y a une grosse responsabilité du monde économique dans l'aménagement du territoire et aussi dans le fait de recruter des jeunes. Je suis aussi animateur dans un foyer de jeunes travailleurs, et il est vrai que j'assiste à la prolétarianisation des étudiants, mais massivement ; les jeunes en prennent de plus en plus dans la figure, ils sont exclus de toutes les aides des autres catégories de jeunes ; les bourses, c'est la misère ; finalement le travail de l'étudiant est quand même un sacré moyen de sélection, cela permet d'élaguer et cela permet de faire en sorte que ceux qui restent ont déjà prouvé leurs compétences ; oui, je voudrais sortir les étudiants du monde du travail, oui je voudrais leur accorder une autonomie qui serait financée par la Sécurité Sociale et par la création d'une branche jeunesse de la Sécurité Sociale ; cela ferait cotiser les entreprises, les salariés, et on serait vraiment dans de la solidarité intergénérationnelle.

Quant à dire « les étudiants au centre ville », j'entends, j'attends d'avoir des éléments chiffrés, des diagnostics sur le territoire, etc., mais j'ai l'impression que tout le monde veut être au centre ville ; chez nous, il y a des collines partout et une rivière ; je ne pousse pas les collines ni la rivière, mais les étudiants, les jeunes aussi, ont des jambes, ils manifestent, ils peuvent marcher ; je m'interroge sur cette place géographique et politique de l'étudiant dans la ville. Mais je suis prêt à tout entendre. Pour essayer d'apporter un début de réponse, qui n'est pas forcément quelque chose de très joyeux, il est vrai que sur la ville de Cahors, nous avons dû subir des suppressions de postes d'enseignants, donc suppressions d'écoles, donc espaces vides. On peut lutter contre la suppression des postes, quand les postes sont supprimés, qu'il reste des lieux vacants, il y a des possibilités ; il y a aussi des possibilités parce que l'Etat vend les meubles, il y a des possibilités en terme de foncier ; ce n'est quand même pas une richesse que de vendre ses meubles, mais on le sait ; cela m'inspire toute une réflexion autour de l'aménagement de la ville, des modes de circulation ; et ce qui touche notre réflexion, c'est la place de chacun dans la cité ; je reviens donc avec quelques billes, merci.

Johan TAMAIN

Un mot sur le rapport de l'élu avec les universitaires, ce que vous disiez, avec le rôle de mendiant de l'élu ; je n'irai pas jusque là, mais sur l'absence de pouvoir, oui, elle est effective depuis l'autonomie des universités ; les universités sont autonomes, elles font ce qu'elles veulent ; après, dans le dialogue, dans la concertation, dans la réflexion, les universités aussi peuvent trouver un intérêt à voir l'enseignement supérieur en ville moyenne ; soit parce qu'il n'y a plus la place pour accueillir les étudiants dans l'université mère, soit parce qu'ils ont aussi intérêt à élargir l'offre de formation et à proposer des formations cohérentes, qui tiennent la route ; en discutant ensemble, on arrive à le faire, je ne suis pas Roannais d'origine, j'ai découvert la tradition des gens qui en ont pris « plein la tronche » depuis 30 ans, qui ont subi crise sur crise, qui ont compris que s'ils ne travaillaient pas ensemble, tous confondus, car Roanne a fait la bascule aussi et cette tradition a perduré, on ne s'en sortait pas ; donc, on se rencontre très fréquemment entre industriels, que ce soit le MEDEF, la CCI, les élus, toutes tendances confondues, sur ces questions d'enseignement supérieur, car on sait pertinemment qu'elles sont cruciales pour le territoire.

Quand on va discuter, que l'on va voir le Président de l'université de Lyon 1 ou celui de Saint-Etienne, on le fait ensemble, en cohérence, en s'appuyant sur un discours commun et cela marche mieux dans cette position ; mais il est vrai aussi que cela tient aux hommes, nous avons la chance d'avoir des

hommes qui sont à notre écoute, qui ont une conception de l'aménagement du territoire sensiblement proche de la nôtre, sur la question des villes moyennes ; je pense à Michel LUSSOT notamment pour le PRES, peut-être parce qu'il est géographe de formation, il a un éclairage un peu différent et ce souci de préserver les villes moyennes ; éviter la mendicité passe aussi par se mettre d'accord ensemble, ce n'est pas toujours évident, mais c'est un gros travail.

Après, sur la ville centre, juste un mot : effectivement, les étudiants peuvent marcher ; à Roanne, ce n'est pas difficile, dans d'autres villes on peut le faire aussi, de toute façon ils n'auront pas le choix vu la hausse des prix du pétrole, mais en même temps, je le dis en plaisantant, mais sans caricaturer, je ne connais pas l'exemple d'Orléans assez bien, mais cela fait partie de cette tentation qu'il y a eu dans les années 70 du campus à l'américaine, un peu hors de la ville, parce qu'on ne savait pas où les mettre, suite à la démocratisation ; cela ne marche pas ; cela n'a pas un impact énorme, cela ne marche pas très bien ni pour les étudiants, ni pour le centre ville, entre les deux, entre l'hyper centre et le campus qui ne peut pas bouger et le campus à 10 kilomètres, il y a sans doute un milieu à trouver, un mode intermédiaire à trouver, qui est sans doute faisable.

Philippe LOUP

Je suis tout à fait d'accord avec vous, une formation d'enseignement supérieur doit se voir dans un cadre global d'aménagement de la collectivité et ne se fait pas au hasard, je suis tout à fait d'accord avec vous ; mais sur l'hyper centre et la volonté d'être au centre, le seul campus que je connaisse en France qui soit « à l'américaine » est Grenoble, et pourtant, le campus de Grenoble est hyper relié au centre ville via le tramway ; en 5 à 10 minutes, vous êtes dans le centre ville. Pour les étudiants, même s'ils acceptent d'être dans des campus à l'américaine, ils ont besoin d'être reliés au centre ville, je ne sais pas pourquoi, mais il y a une vie centrale de la cité qui est nécessaire pour ces étudiants ; oui, on peut marcher, mais au-delà d'une certaine distance, on ne marche plus ; il y a sans doute une certaine fainéantise, mais il y a besoin d'être relié facilement au centre ville.

Bruno BUFQUIN, Elu à Douai

C'est aussi à 40 kilomètres de Valenciennes ; avec la métropole Lilloise, nous sommes devenus une ville quasiment dortoir ; nous avons quand même historiquement une école des Mines ; je vous félicite tous les deux de vos interventions ; l'un de vous deux tout à l'heure parlait de problème de communication entre différents types d'étudiants ; nous avons maintenant une prépa économique au lycée privé Saint-Jean où ils vivent quasiment en autarcie, ils ne participent pas beaucoup à la vie locale, mais ils savent nous solliciter pour des subventions, il y a une collaboration ; la contrepartie est qu'ils interviennent, grâce à un laboratoire de recherche, grâce à leur savoir-faire dans un certain nombre de manifestations locales, c'est bien ; à côté de cela, nous avons une faculté de droit grâce au département voisin du Pas-de-Calais, nous avons réussi à avoir un strapontin avec une petite université de droit car nous sommes le chef-lieu de la région pour la Cour d'Appel, au plan juridique donc ; mais ce sont 500 étudiants à peine ; ils tournent en rond effectivement ; ils cherchent plus à s'immiscer dans la vie locale nocturne.

Je voulais vous poser la question et avoir votre témoignage l'un et l'autre sur ce sujet : on peut effectivement et on sollicite la communauté d'agglomération, le plan de déplacements urbains, il y a un travail de réflexion global, mais j'ai le sentiment qu'il y en a qui ne jouent pas le jeu avec nous ; je ne suis pas là pour dire que les élus sont des mendiants, il faut que l'on vende notre ville, chaque ville a besoin d'être attractive et faire valoir son côté jeunesse, c'est évident ; la difficulté est que l'on trouve que les commerçants locaux du centre ville ne jouent pas le jeu avec nous ; ils sont défaitistes et disent : on ne va pas fournir les mêmes produits que ce qui se fait dans la métropole lilloise et en Belgique, ce n'est pas la peine, ils abandonnent tout de suite.

Ce sont les élus et parfois les entreprises qui ont les moyens, nous avons une entreprise Renault, qui peuvent nous aider à financer, mais si l'on veut que la vie nocturne locale soit animée toute l'année, et le soir aussi après 19 heures, on aimerait bien que l'Union du commerce (chacun a son vocabulaire chez soi) c'est-à-dire les commerçants du centre ville collaborent à cette politique globale justement. Je ne sais pas au niveau de la fédération des étudiants les expériences que vous avez avec ce milieu privé, ou dans la dynamique du Grand Roanne, comment avez-vous associé les commerçants du centre ville ?

Philippe LOUP

Bien sûr les commerçants vont être un acteur dans cette vie, d'abord par des subventions privées aux associations, mais ils se doivent aussi d'être vecteurs d'un certain dynamisme ; une chose toute bête, quand les commerces ferment tous à 6 heures, tout le monde rentre chez soi à 6 heures et la vie s'arrête là ; Douai et la fac de droit, cela tourne tellement en rond ... A Douai, vous avez 500 étudiants et vous avez 2 associations étudiantes en droit qui font les mêmes choses pour 500 étudiants ; on le retrouve, j'ai cité tout à l'heure les soins infirmiers, dans ma formation en kiné et dans les formations où il y a un ancrage, une culture forte ; je pense aux ingénieurs, je pense aussi aux STS et IUT ; vous avez un autarcisme qui devient prégnant et qui empêche jusqu'à l'étudiant de s'émanciper et de sortir de sa formation, et avoir un rôle plus citoyen, plus ancré dans la vie de la cité.

La solution miracle, je ne la connais pas, mais il me semble pourtant aujourd'hui que dans ce débat, il manque quand même, au-delà des commerçants, un acteur, c'est l'université. L'université a aussi une mission dans cette vie étudiante, vous parlez d'avoir besoin des étudiants pour être attractif..., c'est la même chose, notamment maintenant avec cette compétitivité entre universités ; il y a les formations qui doivent être de qualité, mais pour les étudiants, qu'il y ait une vie étudiante, qu'il y ait quelque chose de para universitaire, para scolaire, c'est important ; cette vie étudiante doit être aussi entraînée par l'université ; cela passe par des subventions, le FSDE par exemple, mais c'est toute une politique de l'université aussi, de développer cette vie étudiante. La présidence de l'université a une responsabilité dans cette vie étudiante ; je ne sais pas quelles relations vous pouvez tenir dans ces antennes délocalisées avec le côté central de l'université, mais il me semble qu'il y a quelque chose à aller toquer ; il me semble irresponsable des universités de faire des délocalisations sans assurer derrière une vie étudiante, des services, etc.

Johan TAMAIN

La question est difficile, je n'ai pas de solution miracle moi non plus, mais que voit-on fleurir aujourd'hui, que constate-t-on comme type de commerce à proximité du campus ? Ce sont plutôt des snacks ou choses comme cela ; nous avons aussi quelques bars qui fonctionnent ; il y a une question de volume ; à 2.000 étudiants, l'impact économique existe, mais n'est pas suffisant pour que les commerçants soient tentés de laisser leur bar ouvert le soir plus longtemps, ou se lancer dans tel ou tel type d'activité commerciale, car c'est plus lucratif vis-à-vis des étudiants ; la question du volume est là ; ensuite, il y a aussi des volontés, des commerçants enclins par exemple à participer à la semaine d'intégration que l'on a pu faire au début du mois de septembre, qui sont intéressés à la question ; au-delà, c'est assez difficile ; je ne jette pas non plus la pierre aux commerçants, nous ne sommes pas sur les mêmes enjeux ou objectifs ; je peux le regretter, sans vouloir entrer dans la polémique ; chez nous, les commerçants ont été plus prompts à se mobiliser sur la suppression de places de parking dans l'hyper centre que sur des questions d'aménagement du territoire ou d'enseignement supérieur ; c'est logique, c'est aussi leur quotidien. Si l'on arrive bien à aller chercher le MEDEF, la CCI, la chambre des métiers, des consulaires, des représentants du monde industriel, au niveau purement commerçants, il est plus difficile de trouver des gens qui s'investissent, au-delà de l'apport financier réduit et temporaire sur telle ou telle activité. Mais effectivement, c'est quelque chose, ils font partie de la vie de la cité, ils sont au cœur de la cité, il y a un lien à trouver, pour l'instant, on ne l'a pas encore trouvé ; c'est un constat d'échec, mais cela ne peut que s'améliorer et on essaie d'être optimiste.

Jean-Denis VOSSAERS, Direction jeunesse de Tourcoing

Cela m'évoque plusieurs questionnements, nous sommes tout à fait là-dedans pour l'instant, car à Tourcoing, nous avons des pôles universitaires qui se développent, l'enseignement supérieur ; c'est le contact avec les associations, car elles ont tendance à se renouveler d'année en année ; on a un IUT avec 3 sections, carrières sociales, info-com ou autres ; nous les avons réunis dernièrement, ils en étaient contents, car cela leur permettait de se rencontrer, alors qu'ils sont dans le même bâtiment. On travaille aujourd'hui sur la volonté de créer une fédération d'associations pour rendre des services ; les étudiants nous ont dit : la nouvelle infrastructure Tourcoing-les-Bains est beaucoup trop cher ; nous avons rencontré des associations d'étudiants, le directeur, qui nous a dit : je n'ai pas de tarif étudiant, mais je peux avoir un tarif groupé ; cela impliquait de faire de l'achat de tickets au préalable, de créer une fédération et là, nous avons eu un holà : il faut gérer du stock, des caisses, c'est trop dur, alors qu'on était prêt à les accompagner, voire même d'abonder financièrement pour le stock ; c'est la première question.

Puis, on se pose des questions en terme de responsabilité ; la vie étudiante passe généralement par l'aspect festif, on vient de le dire ; on a mis en place une soirée d'accueil des étudiants en début

d'année, dans une salle de musiques actuelles, cela permet de les rencontrer, de les faire se rencontrer, d'avoir un premier contact ; nous avons aussi une volonté de nos élus de faire une fête de fin d'année ; c'est là où cela se complique. Faire avec, pour les étudiants, c'est ce que l'on a essayé de faire avec les associations, on l'a fait l'an dernier ; donner du sens à une soirée comme cela, en disant, s'il y a une gestion de bar, il y a des bénéfiques, qu'en fait-on ? Pour la fédération des étudiants, ce pourrait être la création d'un fonds d'étudiants, mais nous nous sommes retrouvés quand même confrontés à différentes choses ; il y avait un atelier sur les consommations d'alcool par exemple, les élus nous ont dit « à minuit c'est fini » ; on s'est dit « si on propose cela, ce n'est pas la peine, on ne fait pas » ; la question de l'alcool, on s'est demandé « alcool ou pas ? » ; les étudiants ont dit « s'il n'y a pas d'alcool ... » ; et c'est vrai que sur la soirée, j'ai quand même vu passer un fut de 70 litres de Stella, au moins 1,5 fut de 30 litres de Leff, plus tout ce qui a pu s'ensuivre, avec des dérives aussi ; nous avons dit « en dessous de 5 degrés », mais entre les entrées et les sorties, on voyait bien qu'il y avait des bars annexes dans les coffres. Je ne suis pas veilleur de nuit, je suis resté dehors jusqu'à 4 heures du matin pourtant ; on avait contacté des mutuelles pour faire de la prévention sur les addictions, on a fait souffler certains dans des ballons.

Avec les collègues, après l'avoir fait, on s'est dit « on s'en est bien sorti » ; mais l'année prochaine, que fait-on ? On y retourne ? Où est la responsabilité ? Je ne suis pas tenancier de bar, mais c'est la vraie question, car quelque part, c'est la ville qui incite et met en place les conditions de créer une beuverie ; et s'il n'y a pas cela, ce n'est pas la peine, on ne va pas faire une soirée coca-cola, cela ne passera pas ; c'est toute la question de : jusqu'où va-t-on dans cet accompagnement ?

Christophe RICHARD

L'ouverture et les limites, quoi. Quelqu'un peut répondre ?

Yohan TAMAIN

Ce n'est effectivement pas évident ; on peut se retrancher derrière un peu d'hypocrisie ou de mauvaise foi, en disant « oui mais » ; une collectivité ne va pas aller soutenir un événement effectivement dans lequel on va vendre de l'alcool, qui peut se terminer en beuverie ; je ne caricature pas, j'ai été étudiant voici peu de temps, je n'ai pas fait beaucoup de soirées verveine ; c'est dommage, cela a manqué à ma culture, mais voilà. Soit on ferme les yeux, on ne voit pas, on fait l'hypocrite, on dit que ce sont les associations d'étudiants qui organisent mais on ne veut pas le voir ; soit on le prend en main, c'est compliqué ; je n'ai pas vraiment de réponse, mais cela fait partie de ces moments.

Sur la première semaine, il n'y a pas eu de difficulté d'intégration, il n'y avait pas ces tons là ; j'avais réfléchi à un moment à la possibilité d'avoir une fête de fin d'année ; cela n'a pas pu être possible pour la simple raison que dans une ville moyenne, vous avez beaucoup de formations professionnalisantes, cela dit obligatoirement stage, donc des élèves qui ne sont jamais là au même moment et qui finissent l'année très tôt ; la question a donc été réglée de cette façon. Sur la vie étudiante, il y a tous les problèmes que l'on a tous connus, qui sont aussi anciens que les études elles-mêmes ; la collectivité ne peut pas y aller point, c'est comme cela ; c'est malheureux, mais on ne peut pas prendre le risque ensuite d'avoir des débordements et des retombées qui seraient néfastes pour tout le monde.

Philippe LOUP

Je suis embêté pour répondre, ce sont des questions que nous avons aussi en notre sein, car fédération d'associations, et qui dit associations dit soirées, ce sont les problématiques : sur qui va retomber la responsabilité, l'image de l'association, l'image de la FAGE qui d'un côté au niveau des associations fait des soirées en local, mais d'un autre côté, ce réseau est représenté jusqu'auprès de l'Etat et des Ministères ; nous aussi avons ces questions de responsabilité. Deuxième chose : les élus bayonnais ? Y a-t-il des bayonnais ici ? Et ceux de Bayonne comment font-ils ? Car eux organisent carrément cette beuverie et s'en font une renommée ; il n'y a pas que les soirées étudiantes qui peuvent amener à des débordements, et pourtant, certains événements font la renommée d'une municipalité ; certains dans la salle ont dû connaître les fêtes de Bayonne ; c'est une vraie beuverie, j'y ai participé aussi, en tant que bon étudiant !

Sur la responsabilité, vous savez très bien que les jeunes ont besoin de se retrouver, ont besoin d'un espace où ils vont pouvoir faire la fête, mais s'ils n'ont pas cet espace, ils vont se replier entre eux dans des appartements ; et là, il y aura les mêmes beuveries, les mêmes quantités d'alcool, mais

dans un espace clos et privé ; en tant qu'association étudiante, nous organisons des soirées avec alcool, mais nous mettons tout en place nous aussi, avec les mutuelles, les centres de prévention, etc., les opérations sécurité routière ; nous savons très bien que si la soirée n'est pas organisée, elle sera faite en privé, nous préférons que ce soit dans un cadre semi-public, avec derrière l'accompagnement qu'il faut en cas de débordement, plutôt qu'en privé, avec ce qui peut arriver ; nous sommes plus sur cette politique et l'intervention de la prévention. Je sais que la responsabilité d'une ville n'est pas la même ; l'association peut crever le lendemain de la soirée, cela ne va pas changer ; la municipalité ne le peut pas ; il y a une responsabilité qui est différente, mais nous travaillons dans ce sens.

Paul GUERRY, Directeur de la Jeunesse, de l'Education, de la Culture et des Sports au Conseil général de l'Allier

Je ne sais pas s'il y a d'autres collègues des départements dans cette salle ? C'est un peu dommage ! Quelques réflexions à la suite de tout ce qui a été dit ; j'ai trouvé d'ailleurs nos intervenants très bons dans l'ensemble de la salle ; je voudrais revenir sur un certain nombre de points ; au niveau attractivité, on se pose la question dans l'Allier, et nous sommes un peu particuliers, car nous avons 3 villes qui ont des formations universitaires, ou d'enseignement supérieur ; ce sont deux choses totalement différentes ; les universitaires n'aiment pas bien que l'on parle d'enseignement supérieur, car dans l'enseignement supérieur, il y a les STS ; nous avons eu un Président d'université à Clermont, qui est devenu ensuite directeur de l'enseignement supérieur au Ministère, qui nous a dit un jour « mais les IUT ne sont pas universitaires, c'est une erreur ». Cela voulait bien dire ce que cela voulait dire !

Sur cette attractivité, on est en train (les 3 agglomérations de l'Allier plus le Conseil général) de travailler ensemble, pour promouvoir justement les 3 villes et présenter l'intérêt d'être dans nos 3 villes, qui sont tout à fait différentes : Montluçon, beaucoup plus industrielle, Vichy beaucoup plus sur santé, beauté, forme, et Moulins, beaucoup plus patrimonial, et quand je dis « patrimonial », c'est presque muséal, mais on y vit quand même bien aussi. On travaille ensemble pour cette attractivité, et on travaille ensemble aussi pour parler d'une seule voix auprès des universités ; car même si nous avons des labos, nous avons 2 labos très importants à Montluçon, on sent bien aujourd'hui en effet ce recentrage au niveau des pôles universitaires Clermontois, et demain peut-être de Clermont vers Lyon, car le PRES pour une partie du PRES est déjà lyonnais et que cette force jacobine risque en effet de coûter fort cher aux villes moyennes, et peut-être même aux petites grandes villes.

Donc, c'est un combat de tous les instants, je crois ; je sors un peu de mon rôle de fonctionnaire, mais c'est quand même un problème politique ; la réforme initiée par Lionel JOSPIN avec Université 2000, on voit bien qu'elle n'est pas passée encore et que la démocratisation de l'enseignement supérieur fait mal à un certain nombre d'universitaires ; c'est notre combat de tous les jours, de prouver que l'on peut former en effet de bons étudiants dans les villes moyennes. Je ne sais pas si j'ai été un bon étudiant, mais j'ai été un des premiers étudiants de ce qui allait devenir l'université de Saint-Etienne ; les grands yeux de mes profs, de mes copains : « comment, tu ne vas pas à Lyon ? Mais tu es foutu ! » ; c'est vrai que j'ai terminé à Lyon, car il n'y avait pas de DEA à l'époque à Saint-Etienne ; j'ai commencé, c'était 2 ans puis 3 ans puis 4 ans, et voilà. Je crois qu'il est faux de faire croire que l'on ne peut pas avoir des formations post-bac dans les villes moyennes ; c'est un point fort, et il faut que l'on se batte tous ensemble là-dessus.

Ensuite, sur les labos, nous avons un labo, en pleine campagne, le CEMAGREF, 60 ingénieurs, en tout 60 personnes entre les enseignants chercheurs, les ingénieurs, etc. Là aussi, il y a une tendance à dire qu'il faudrait peut-être le fermer pour le ramener ailleurs ; là encore, c'est un combat à mener, et je crois que nous avons à le mener tous ensemble. Mon grand regret aujourd'hui est qu'il n'y ait pas un membre d'un Conseil général ici, et que l'on n'ait pas non plus de représentant d'un Conseil régional, car franchement, si les Conseils régionaux ne se mêlent pas de ce débat, vous aurez du mal à vous en sortir. J'espère que tout le monde bougera quand même ; je suis persuadé que les villes moyennes ont un rôle à jouer au sein de l'enseignement supérieur. Un petit bémol sur ce que vous avez dit Monsieur LOUP ; à un moment, vous avez quand même un double discours : ces étudiants vivent en autarcie, etc. Je ne crois pas à l'autarcie étudiante aujourd'hui avec Internet.

Je terminerai sur un exemple très personnel, familial, j'ai des chercheurs dans la famille, ils se sont mariés, non pas parce qu'ils travaillaient dans le même labo, ils s'ignoraient totalement, ils ne savaient même pas qu'ils travaillaient dans le même labo, c'est vraiment à l'extérieur, mais il n'empêche qu'ils

travaillaient beaucoup plus avec des chercheurs américains et des chercheurs japonais qu'avec leurs voisins de bureau, car ils ne se connaissaient pas ; que l'on arrête de nous dire qu'il faut centraliser et avoir de gros labos. Je terminerai simplement sur Shangaï : les grandes universités étrangères c'est simplement parce qu'elles ont beaucoup d'écoles, beaucoup d'universités, de facultés regroupées en effet dans un grand pôle, mais ils ne sont pas au même endroit.

Christophe RICHARD

Le regroupement n'est pas forcément géographique, c'est sûr.

Philippe LOUP

En ce qui concerne le Conseil régional, tout à fait d'accord avec vous bien sûr, d'ailleurs de nombreuses régions ont pris le créneau en devenant financeurs, ou aident aux finances de certaines formations, en proposant aussi certaines aides aux étudiants ; de plus, la région est financeur unique d'un certain nombre de formations, telles que les formations sanitaires et sociales. Sur l'autarcie, je me suis peut-être mal exprimé, j'ai peut-être été un peu extrême ; sans vouloir être péjoratif par rapport à ces questions, mais il me semble, c'est peut-être aussi tiré de mon exemple personnel, qui était dans son petit centre de formation de kiné, qui un jour a vu de la lumière autour et a découvert le monde étudiant avec l'ensemble de ses formations ; de par ces rencontres, j'ai été changé ; il me semble dommage que les étudiants ne rencontrent que les étudiants d'une même filière et qu'il n'y ait pas d'émulation et d'émancipation tel que cela pourrait être le cas dans une plus grande ville, s'il y avait l'ensemble des formations ; je reste néanmoins convaincu qu'il est important qu'il y ait un ancrage de l'enseignement supérieur sur l'ensemble du territoire, y compris dans les petites grandes villes, dans les grandes petites villes et dans les villes moyennes. Nous avons besoin, la France est construite comme cela, l'équilibre démographique et l'aménagement du territoire nécessitent qu'il y ait des formations d'enseignement supérieur sur l'ensemble, et qui couvrent l'ensemble du territoire. Dernière chose sur Shangaï : c'est la plus grande arnaque que l'on nous ait donnée, quand on regarde les critères qui ne sont orientés que sur le nombre de publications, le nombre de chercheurs et compagnie, de nombreux Nobel, on ne peut pas déterminer s'il y a une bonne ou une mauvaise université ; dans Shangaï sont ignorés la pédagogie, la formation donnée aux étudiants, la vie étudiante ; l'université française, oui n'est pas bien classée dans Shangaï, mais c'est normal ; notre culture universitaire, notre culture étudiante, je dirai même notre culture française, font que l'on a un plus par rapport au classement de Shangaï qui fait que nos universités n'ont pas à rougir de l'enseignement supérieur mondial.

Yohan TAMAIN

Deux mots pour terminer : le Conseil général pour ce qui concerne la Loire participe assez peu ce n'est pas sa compétence propre d'abord, il intervient marginalement, même si cela représente des sommes, sur l'enseignement supérieur notamment en terme de construction de bâtiments ; le Conseil régional en revanche, intervient beaucoup ; dans la Région Rhône Alpes, nous avons eu cette chance, et il continue ; le budget de l'enseignement supérieur ne devrait pas trop en subir les conséquences ; et pour finir, on s'est battu, et on l'a obtenu, c'est une vraie bataille politique au sens noble du mot, avec la région, pour que les enveloppes attribuées aux sites dits secondaires chez nous, Roanne, Bourg-en-Bresse et Valence, soient directement fléchées sur ces sites ; que l'enveloppe attribuée dans le schéma régional à l'université Jean MONNET de Saint-Etienne, que l'enveloppe roannaise soit directement allouée à Roanne, de manière évidemment visible ; ce n'est pas qu'on soupçonne les universités mères, mais au moins on sait où ils sont. Merci de m'avoir écouté.

Christophe RICHARD

Quelques mots : les conditions de création d'une vie étudiante, l'attractivité du territoire, la mixité ; il est vrai que c'est certainement aussi très important que les étudiants soient dans un contexte de mixité et non pas de regroupement sur eux-mêmes, comme n'importe quel membre d'une population ; pour les collectivités quelles qu'elles soient, c'est accompagner, soutenir, subventionner ; nous le faisons au niveau du Conseil général, au niveau des communautés d'agglomérations et des villes, bien sûr des Conseils régionaux ; et valoriser la recherche, j'ai bien compris aussi que c'était assez important pour nous, et développer les initiatives locales. Je voulais remercier toutes les personnes qui ont participé à cette table ronde et remercier nos deux intervenants de s'être déplacés jusqu'à nous ; merci à vous et bonne fin de journée.